

# Éditorial

## PRINTEMPS INDIEN

1978-1992 : volontariat de solidarité internationale, puis nombreuses missions d'études en Inde, avec Frères des Hommes et Economie et Humanisme. 2007 : nouvelle mission à Mumbai, Goa, Delhi et Bangalore. Entre les deux, 15 ans de contacts à distance avec ce pays et ses habitants. 15 ans où, suite à la politique de libéralisation, l'économie indienne s'est profondément transformée, avec un très fort développement des services à forte valeur ajoutée (1).

Première journée à Mumbai, entre les quartiers proches de l'aéroport et la ville nouvelle de Navi Mumbai, les voitures sont plus nombreuses et plus variées, certains bâtiments et infrastructures très modernes... Mais la pauvreté et la congestion restent aussi prégnantes. Le bidonville de Dharavi est passé de 400 000 à 800 000 habitants. Les amis rencontrés, travailleurs sociaux expérimentés, paraissent désabusés devant les évolutions récentes. Rien n'a vraiment changé ?

Les évolutions sont visibles : centres commerciaux, grands immeubles flambants neufs, métro de Delhi... Mais, davantage encore, ce sont le dynamisme et l'enthousiasme qui frappent. Sans grande surprise, chez les héritiers des grands groupes industriels croisés au Forum indo-européen de Goa. Mais aussi, parmi les élus et cadres des municipalités investis dans le développement économique de leur agglomération.

Pour ceux qui militent depuis les années 1970 pour le développement de populations défavorisées et la protection de l'environnement, les défis restent énormes. Ainsi, le secteur agricole concentre le plus fort sous-emploi et les plus faibles rémunérations. La croissance de la production agricole (2) est nettement inférieure à la croissance globale de l'économie, ce qui conduit à une stagnation de l'emploi agricole. Mais ces militants ont su évoluer dans leurs pratiques et garder une forte capacité de mobilisation.

Plus que jamais, l'Inde fait montre de sa vitalité démocratique. Un symbole : à l'issue des élections législatives de 2004 qui ont vu la défaite de la coalition au pouvoir menée par le BJP, parti nationaliste hindou, le président Abdul Kalam, un musulman, a nommé premier ministre Manmohan Singh, un sikh, candidat présenté par la présidente du parti du Congrès, Sonia Gandhi (d'origine italienne et catholique) ; dans un pays à 80 % hindou !

Les initiatives de la société civile sont toujours aussi diverses et créatives (3). Un exemple : la campagne *Janadesh* (le verdict du peuple) pour le droit à la terre et à la dignité pour tous, lancée en 2005 par le mouvement Ekta Parishad. Soutenue en France par les associations Frères des Hommes et Peuples Solidaires, elle culmine en octobre 2007 par une marche, regroupant 25 000 personnes, puis une grande manifestation de plus de 100 000 personnes dans la capitale (4).

Les coopérations entre la France et l'Inde restent difficiles (5) et limitées au regard des potentialités. Ceci est d'autant plus dommage que de nombreux Français, dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle, ont une bonne connaissance de ce pays. Le capital de sympathie existe de part et d'autre ; il reste à lui trouver des traductions concrètes plus importantes.

**Philippe Blancher**

*Ancien directeur d'Economie et Humanisme*

(1) 22 milliards de dollars en 2004-2005 ; environ 650 000 salariés directs.

(2) 2 % par an en moyenne, avec de fortes variations dues aux conditions climatiques.

(3) Voir le magazine *Civil Society* (<http://www.civilsocietyonline.com/>)

(4) (<http://www.janadesh.net>,

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Janadesh\\_2007](http://fr.wikipedia.org/wiki/Janadesh_2007))

(5) Obstacle des langues, faible intérêt manifesté souvent par les Indiens...